

## Enquête Eurochambres 2016 (EES2016)

### Un optimisme qui se confirme

De la lecture des résultats de l'enquête Eurochambres 2016 (EES2016)<sup>1</sup> se dégage un certain optimisme, de la part des entreprises luxembourgeoises, quoiqu'à interpréter avec prudence.

En effet, l'on observe d'une part une amélioration généralisée du climat des affaires, ainsi que du chiffre d'affaires des entreprises sondées, tant au niveau national qu'à l'exportation.

Cependant, la situation est plus contrastée concernant l'emploi et les investissements, pourtant essentiels pour la croissance future. Si la tendance à l'embauche apparaît positive depuis la crise dans les services, l'évolution des effectifs s'inscrirait à la baisse dans l'industrie manufacturière. En 2016, les investissements seraient, quant à eux, majoritairement stables, voire en léger repli, tous secteurs confondus.

Les entreprises apparaissent donc plutôt optimistes... mais prudentes lorsqu'il s'agit d'embaucher et, surtout, d'investir. Elles s'inquiètent également fortement du manque de main d'œuvre qualifiée, ce qui, outre l'enjeu crucial de mieux préparer jeunes et moins jeunes au monde du travail, pourrait faire office de « preuve » additionnelle pointant en faveur d'une augmentation de l'emploi au Luxembourg, notamment dans l'industrie, où l'évolution des effectifs apparaît volatile jusqu'à présent.

Enfin, le coût du travail et la demande intérieure demeurent des préoccupations fortes, tous secteurs confondus.

- Une embellie générale du **climat des affaires...**

Après une dégradation profonde et généralisée du climat des affaires en 2008 et 2009, suivie d'un second « plongeon » (« *double dip* ») en 2012, une timide amélioration du climat des affaires a pu être observée lors des trois séries d'enquêtes EES précédentes. Cette année, l'accalmie se confirme de manière plus franche pour l'ensemble de l'économie.

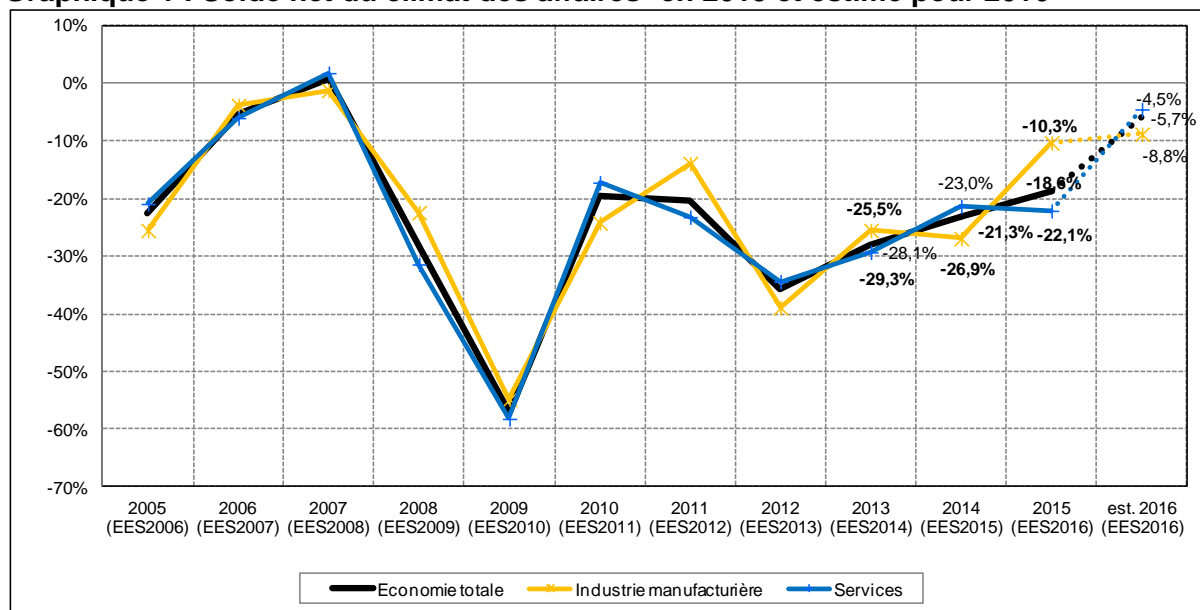
Pour 2015, le gain de confiance le plus significatif est observé dans l'industrie manufacturière, alors que la confiance se détériore légèrement dans les services. Qu'à cela ne tienne, les prévisions pour 2016 demeurent en hausse pour l'ensemble de l'économie, et ce de manière plus prononcée pour les services. L'industrie n'est pas en reste, avec des prévisions en légère hausse à 2016.

*Il est à noter que le nombre d'entreprises considérant le climat des affaires comme étant « stable » d'une année à l'autre domine, tant dans l'industrie que les services, est élevé. Le nombre d'entreprises interrogées considérant le climat des affaires comme étant « défavorable » dépasse toujours le nombre d'entreprises le jugeant « favorable ». Par conséquent, les soldes nets demeurent négatifs sur le graphique 1 (hormis par secteur, pour lesquels certains soldes nets positifs peuvent être observés - voir infra). Les derniers soldes nets positifs observés sur le graphe datent de 2007, soit d'avant la crise.*

---

<sup>1</sup> Cette 23<sup>e</sup> enquête Eurochambres, l'EES2016, apprécie l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique des entreprises luxembourgeoises en 2015 par rapport à 2014, et met en évidence leurs prévisions pour l'année 2016. L'enquête appréhende, en outre, les différences entre le secteur manufacturier et le secteur des services, et livre une analyse sur base de la taille des entreprises. La méthodologie complète de l'enquête est expliquée en fin d'article.

**Graphique 1 : Solde net du climat des affaires<sup>2</sup> en 2015 et estimé pour 2016**



Dans **l'industrie**, les grandes entreprises de plus de 500 employés semblent les plus optimistes sur leur **année 2015** en cours, jugeant le climat des affaires tant « plus favorable » (50%) que « constant » (50%). Les moyennes entreprises actives dans le secteur de la construction ne sont pas en reste avec une large majorité de réponses « favorables » et « constantes » (54,5% et 36,4% respectivement). Il en est de même pour les entreprises issues du secteur d'exploitations minières, de carrières et d'électricité, gaz et eau (78,9% et 21,1% respectivement), toutes tailles confondues.

Un tableau similaire se dresse concernant les **prévisions à 2016** du climat des affaires de l'industrie manufacturière. Les entreprises de toutes tailles actives dans le secteur d'exploitations minières, de carrières, d'électricité, gaz et eau sont les plus optimistes au vu de l'absence de réponse « défavorable » de leur part. Et il en est de même pour les autres entreprises manufacturières<sup>3</sup> et de la construction de taille moyenne (100 à 249 employés), avec peu ou prou de réponses négatives observables dans leur chef.

Dans **les services**, le secteur ayant observé une amélioration sensible de son climat des affaires **en 2015** est celui des transports, de l'entreposage et des communications, qui enregistre une majorité (53,3%) de réponses « constantes » pour un solde net négatif de -4,7, ceci plus particulièrement au sein de ses entreprises de plus de 100 employés (réponses toutes « plus favorables » de leur part). Le climat des affaires prévu **à 2016** apparaît largement « dopé » par le secteur financier au sens large<sup>4</sup>. Ce dernier est le seul secteur bénéficiant d'un solde net positif (+2,8), entreprises de toutes tailles confondues. Les deux grandes entreprises de plus de 500 employés actives dans le secteur des transports, de l'entreposage et des communications interrogées quant à leurs prévisions en matière de climat des affaires ne sont pas en reste, avec des réponses unanimement positives (« plus favorable »).

<sup>2</sup> Pour le climat des affaires, les soldes pour 2015 (respectivement 2016) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « climat des affaires plus favorable en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « climat des affaires moins favorable en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) ».

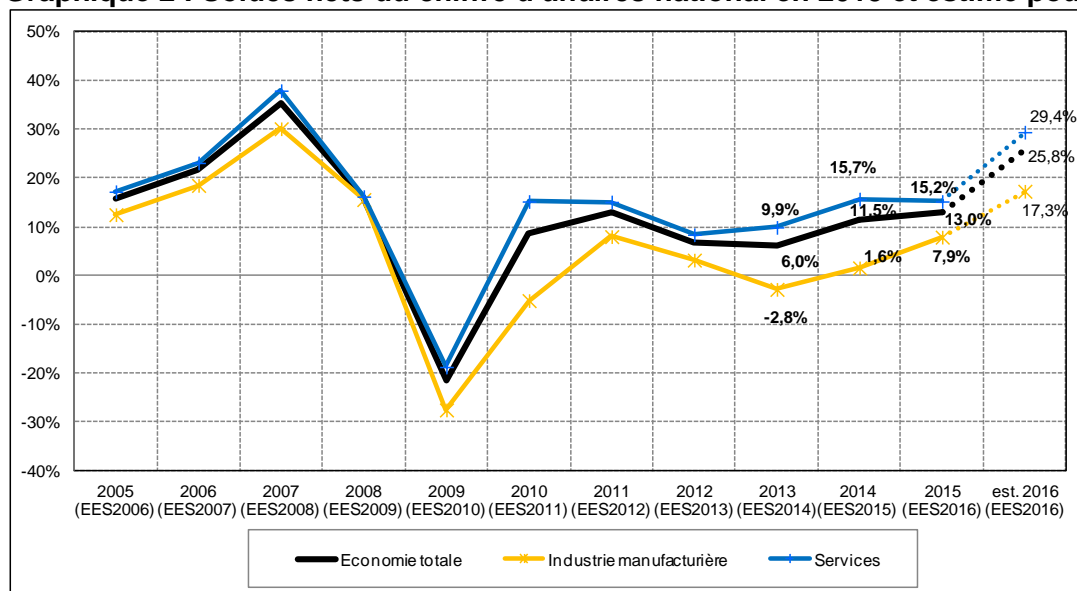
<sup>3</sup> Code NACE B (voir tableau 1 *infra*) : industries extractives, principalement (extraction de houille et de lignite, d'hydrocarbures, de minerais métalliques, et autres activités d'extraction).

<sup>4</sup> Code NACE F : Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services.

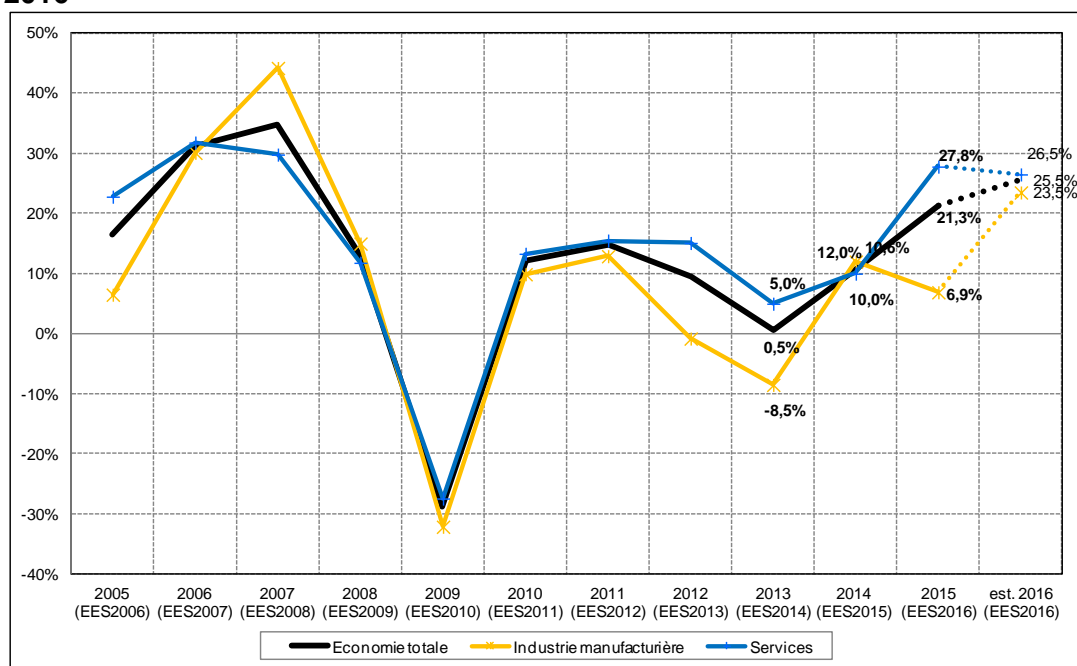
- .... ainsi que du **chiffre d'affaires**

Dans le secteur des services, les indicateurs du chiffre d'affaires réalisé sur le sol luxembourgeois et à l'exportation<sup>5</sup> sont largement en hausse, tant en 2015 que pour 2016 (avec une exception pour les prévisions à 2016 des services). Certes, les niveaux atteints avant la crise ne sont pas encore de mise, mais la tendance haussière observée depuis l'année passée se confirme.

**Graphique 2 : Soldes nets du chiffre d'affaires national en 2015 et estimé pour 2016**



**Graphique 3 : Soldes nets du chiffre d'affaires à l'exportation<sup>6</sup> en 2015 et estimé pour 2016**



<sup>5</sup> Les entreprises peuvent être distinguées selon qu'elles réalisent leurs activités uniquement sur le sol luxembourgeois ou qu'elles exportent une partie, voire la (quasi) totalité, de leur production.

<sup>6</sup> Pour le chiffre d'affaires à l'international, les soldes pour 2015 (respectivement 2016) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « chiffre d'affaires à l'exportation en hausse en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « chiffre d'affaires à l'exportation en baisse en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) ».

Dans **l'industrie**, bien que tous les secteurs soient dans le vert **en 2015**, ce sont les secteurs de fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport, d'une part, et d'exploitations minières, de carrières et d'électricité, gaz et eau, d'autre part, qui ont le vent en poupe, avec un chiffre d'affaires national jugé largement « stable » et « en hausse » (90% et 100% des réponses respectivement). Une nuance est à apporter à ce constat cependant. Dans le premier secteur, ce sont les petites et moyennes entreprises de moins de 500 employés qui voient une évolution haussière de leur chiffre d'affaires national, alors que dans le second, c'est une entreprise de plus de 500 employés (la seule de l'échantillon) qui le juge « en hausse ». Le secteur de fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport dans son ensemble s'estime également gagnant à l'exportation, avec peu ou prou de réponses « en baisse » dans ce domaine.

Concernant les **prévisions à 2016**, les secteurs de fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport, d'une part, et de construction, d'autre part, sont particulièrement optimistes quant à leur chiffre d'affaires national (soldes nets positifs de +46,8 et +14,5 respectivement), et ce indépendamment de la taille des entreprises sondées. Les entreprises de construction sondées qui exportent sont plus prudentes, et leur chiffre d'affaires à l'exportation est largement estimé comme étant « stable » en 2016. A nouveau, les entreprises exportatrices issues du secteur de fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport tirent leur épingle du jeu, avec une majorité (53,4%) de réponses « en hausse », suivies par les autres entreprises manufacturières exportatrices (86,4% de réponses quant à un chiffre d'affaires « stable » et « en hausse »), toutes tailles confondues.

Du côté **des services**, bien que tous les secteurs soient largement dans le vert **en 2015**, celui des transports, de l'entreposage et des communications dans son ensemble se démarque (solde net positif de +25,2). La plupart des entreprises exportatrices de l'échantillon sont également bien loties mais, cette fois, ce sont plutôt les entreprises issues du secteur financier au sens large qui cartonnent, avec un minimum (12,9%) de réponses « en baisse » concernant leur chiffre d'affaires à l'exportation (solde net positif de +32,7).

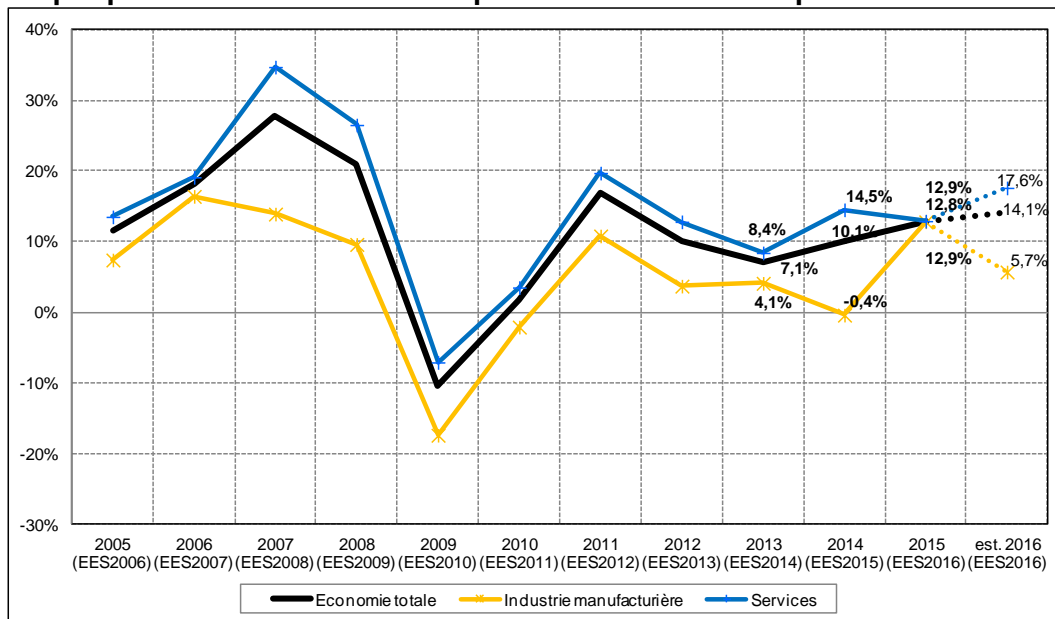
Concernant les **prévisions à 2016**, les soldes nets de tous les secteurs demeurent largement positifs (avec peu de réponses « en baisse »), quoique légèrement inférieurs à ceux de 2015, sans qu'aucun secteur ne se démarque particulièrement des autres.

- **Une situation de l'emploi contrastée**

Comme annoncé l'année passée, la hausse de l'emploi observée en 2014 dans les services a bien ralenti en 2015. Ce ralentissement devrait être de courte durée puisque les prévisions à 2016 du secteur sont à nouveau à la hausse, confirmant en passant une tendance légèrement haussière de l'emploi dans ce pan de l'économie depuis la crise. Si l'emploi manufacturier a progressé de manière non négligeable en 2015, il devrait repartir à la baisse en 2016, laissant apparaître une volatilité certaine.

*Il est à noter ici aussi que le nombre d'entreprises considérant leur effectif comme étant « stable » est majoritaire, plus particulièrement dans les secteurs de la constructions (58,3%) et des exploitations minières, des carrières et d'électricité, gaz et eau (58,8%), pour l'industrie d'une part, et dans celui de la vente en gros et de détail, de réparations, d'hôtels et de restaurants (61,3%), pour les services d'autre part. Néanmoins, le nombre de réponses « favorables » dépasse celui des réponses « défavorables » et, par conséquent, les soldes nets demeurent positifs sur le graphique 4, à l'exception des prévisions manufacturières à 2016.*

**Graphique 4 : Soldes nets de l'emploi<sup>7</sup> en 2015 et estimé pour 2016**



Dans l'industrie manufacturière, l'emploi a sensiblement progressé **en 2015**, tous secteurs confondus (et tailles d'entreprises confondues), à l'exception du secteur de la construction – solde net positif de +5,3 « seulement » avec un effectif largement (58,3%) « stable ». Les **prévisions** à la baisse **pour 2016** sont, quant à elles, largement influencées par les autres entreprises manufacturières (solde net négatif de -12,2 et, comme indiqué *supra*, un effectif largement « stable » pour 66,4% des réponses). La stabilité est également de mise dans la construction, avec 81,2% des entreprises sondées jugeant leur effectif « stable ».

Au niveau des services, les moyennes et grandes entreprises de plus de 250 employés du secteur financier et de celui des transports, de l'entreposage et des communications affichent un effectif largement « en hausse » en 2015. Ceci est également vrai à 2016, quoique dans une moindre mesure, en tout cas pour le secteur financier au sens large, où l'effectif sera largement « en hausse » et « stable ».

- **Des investissements incertains**

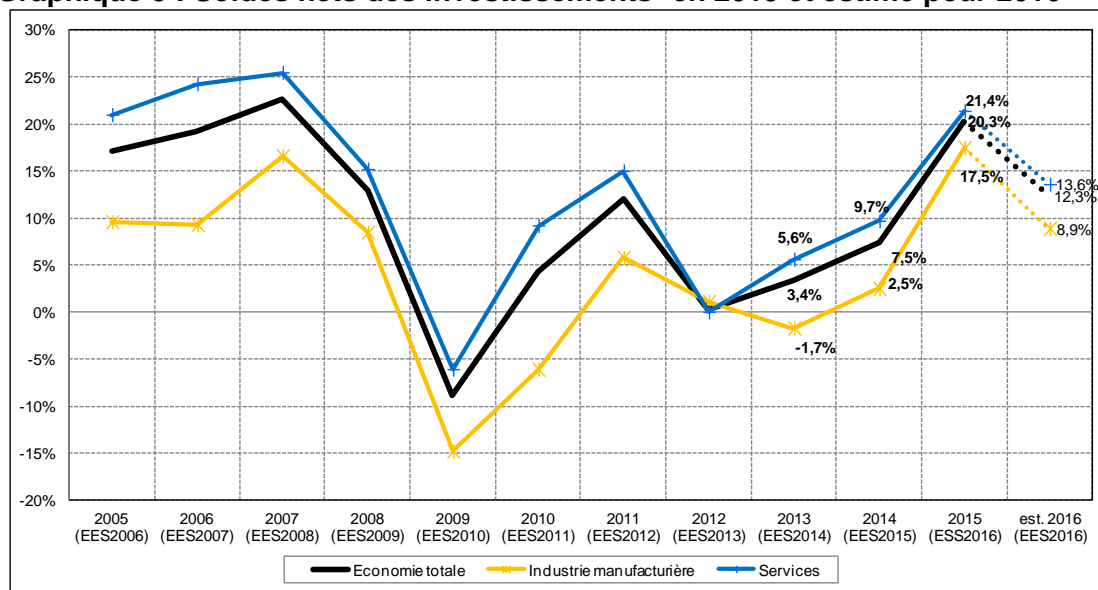
Dans l'industrie, tout comme dans les services d'ailleurs, l'on observe une hausse des investissements **en 2015**, particulièrement dans les secteurs de fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport. **En 2016**, ce sont des investissements « stables » qui dominent majoritairement, tout secteur confondu - d'où la « baisse » des investissements prévus par rapport à 2015 sur le graphique.

Dans les services, les réponses « stables » dominent, **tant en 2015 que pour 2016** (mais plus particulièrement encore pour 2016 - d'où la « baisse » observée également sur le graphe). Il est à noter que ce sont les grandes entreprises de plus de 1,000 employés et les petites et moyennes entreprises de moins de 249 employés qui sont particulièrement concernées par la stabilité de leurs investissements. Les moyennes et les grandes entreprises de 250 à 999 employés investissent et investiront majoritairement (plus de 60% de leurs réponses) « à la hausse », tant en 2015 qu'en 2016. Ceci est particulièrement vrai pour les entreprises de taille susmentionnée dans les secteurs dits de vente en gros et de

<sup>7</sup> Pour l'emploi, les soldes pour 2015 (respectivement 2016) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « effectifs en hausse en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « effectifs en baisse en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) ».

détail, de réparations, d'hôtels et de restaurants, ainsi que de transports, d'entreposage et de communications.

**Graphique 5 : Soldes nets des investissements<sup>8</sup> en 2015 et estimé pour 2016**



▪ **Le double défi du manque de main d'œuvre qualifiée... et de son coût**

Pour la seconde fois depuis que l'enquête existe, il a été demandé aux entreprises d'identifier un maximum de trois grands défis pour l'année en cours et l'année suivante.

Les résultats sont similaires à ceux obtenus l'année passée : tous secteurs confondus, les trois grands défis identifiés par les entreprises sondées sont ceux du manque de main d'œuvre qualifiée, du coût du travail et de la demande intérieure (avec comme exception, dans les services, le défi, à 2016, des conditions de politiques économiques en lieu et place de celui du manque de main d'œuvre qualifiée - voir graphique 7).

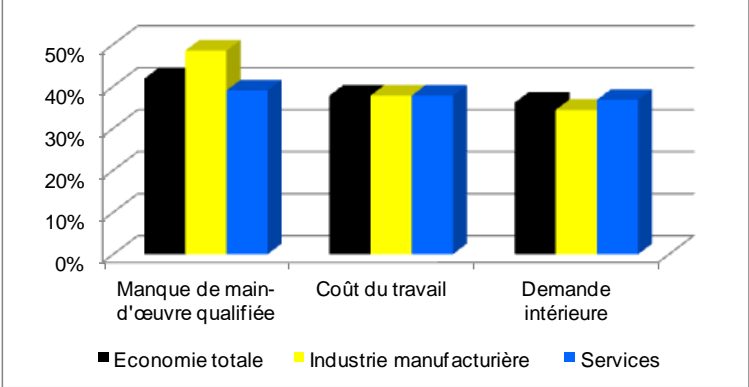
Si le **coût du travail demeure un défi majeur**, tant en 2015 qu'en 2016, **le manque de main d'œuvre qualifiée prend le pas cette année**, reléguant le coût du travail en seconde place. Ceci est particulièrement vrai dans l'industrie, mais le secteur des services n'est pas en reste non plus (exception faite des prévisions à 2016). **Outre l'enjeu, crucial, de mieux préparer jeunes (et moins jeunes) au monde du travail, faut-il voir dans cette inquiétude une « preuve » additionnelle pointant en faveur d'une augmentation de l'emploi au Luxembourg ?** Ceci pourrait s'avérer particulièrement pertinent dans l'interprétation des réponses données par les entreprises industrielles sondées, aux dires lesquelles l'évolution des effectifs apparaît davantage volatile (voir graphique 4 *supra*).

Le manque de main d'œuvre qualifiée prévaut à travers l'industrie mais est particulièrement saillant, cité par plus de 50% des entreprises sondées, dans les secteurs de fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport, et de la construction. Le coût du travail inquiète particulièrement le secteur de la construction et des autres entreprises manufacturières, alors que la demande intérieure inquiète, quant à elle (et sans surprise), celui des exploitations minières, des carrières et de l'électricité, gaz et eau.

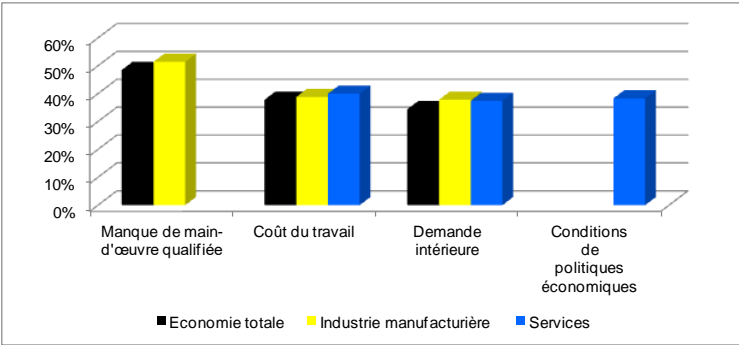
<sup>8</sup> Pour les investissements, les soldes pour 2015 (respectivement 2016) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « investissements en hausse en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « investissements en baisse en 2015 (respectivement 2016) par rapport à 2014 (respectivement 2015) ».

Le manque de main d'œuvre qualifiée est particulièrement saillant dans le secteur des services de vente en gros et de détail, de réparations, d'hôtels et de restaurants. Mais c'est le coût du travail qui inquiète particulièrement les entreprises de transports, d'entreposage et de communications (sans surprise non plus), alors que les conditions de politiques économiques inquiètent les entreprises issues du secteur financier au sens large.

**Graphique 6 : Les trois plus grands défis en 2015**



**Graphique 7 : Les trois plus grands défis en 2016**



**Annexe**  
**Tableau récapitulatif des anticipations**  
**pour l'année 2016 par secteur**

Secteurs	Climat des affaires	Chiffres d'affaires		Emploi	Investissements
		national	à l'exportation		
A : « Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport »	-0,8 (63,2%)	46,8 (53,2%)	48,7 (42%)	18,6 (41,8%)	13,2 (53,2%)
B : « Autres industries manufacturières »	-8,2 (69,7%)	-4,2 (55,8%)	23,2 (49,6%)	-12,2 (66,4%)	8,3 (67,9%)
C : « Construction »	-11,6 (58,5%)	14,5 (63,7%)	0 (67,1%)	6 (81,2%)	8,3 (70,9%)
D : « Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants »	-9,8 (61,6%)	23,2 (52,3%)	23,0 (46,6%)	3,4 (74,6%)	12,3 (58,9%)
E : « Transport, entreposage et communication »	-8,4 (61,4%)	20,2 (60,2%)	29,6 (55,4%)	13,3 (69,1%)	7,5 (54,1%)
F : « Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services »	2,8 (61,8%)	39,7 (48,4%)	29,3 (46,5%)	35,1 (56,3%)	17,4 (62,6%)
G : « Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) »	20 (80%)	2,4 (20%)	0 (100%)	0 (100%)	-1,1 (58,8%)
<b>Industrie manufacturière (A+B+C+G)</b>	-8,8 (61,1%)	17,3 (60,1%)	23,5 (54,1%)	5,7 (73,0%)	8,9 (67,3%)
<b>Services (D+E+F)</b>	-4,5 (61,7%)	29,4 (52,0%)	26,5 (48,5%)	17,6 (66,4%)	13,6 (59,7%)
<b>ECONOMIE TOTALE</b>	-5,7 (61,5%)	25,8 (54,4%)	25,5 (50,3%)	14,1 (68,3%)	12,3 (61,9%)

Légende couleurs :

- En rouge si balance (différence entre les réponses « en hausse » et les réponses « en baisse ») est négative,
- En orange si balance entre 0 et 20 (ce chiffre 20 a été fixé par la Chambre de Commerce), et
- En vert si balance au-delà de 20.

Les chiffres entre parenthèses indiquent le pourcentage de réponses « stable ».



## Méthodologie de l'enquête EES2016

L'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes, Eurochambres<sup>9</sup>, a procédé cette année à la 23<sup>e</sup> édition de son enquête annuelle sur la conjoncture européenne. Cette enquête qualitative est basée sur un questionnaire harmonisé qui est envoyé aux entreprises européennes.

La Chambre de Commerce a réalisé l'enquête Eurochambres 2016 au Grand-Duché de Luxembourg en collaboration avec TNS-Ilres, qui a effectué la collecte des données par téléphone début octobre 2015.

Le panel de départ comptait 1.000 entreprises du secteur industriel et manufacturier ainsi que du secteur des services. Les entreprises interrogées sont réparties selon la nomenclature européenne NACE-REV2. Sept catégories d'activités sont répertoriées au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d'une part (codes A, B, C et G) et des services, d'autre part (codes D, E et F).

**Tableau 1 : Catégories répertoriées au sein des deux secteurs (industriel et manufacturier, d'une part, et des services, d'autre part)**

Secteur industriel et manufacturier	Secteur des services
<b>A</b> : Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport	<b>D</b> : Vente en gros et détail, réparations, hôtels et restaurants
<b>B</b> : Autres industries manufacturières	<b>E</b> : Transports, entreposage et communications
<b>C</b> : Construction	<b>F</b> : Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services
<b>G</b> : Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau)	

Sur l'ensemble des entreprises interrogées, 573 ont répondu au questionnaire (soit un taux de réponse de 57%), dont 180 du secteur industriel et manufacturier (61%) et 393 du secteur des services (56%). L'échantillon, qui inclut les entreprises d'au moins 10 salariés<sup>10</sup>, est donc représentatif de tous les secteurs de l'économie luxembourgeoise, exception faite de l'agriculture, de la santé et de l'administration.

L'économie du Luxembourg se compose principalement de petites et moyennes entreprises. Afin de donner une image représentative de l'économie luxembourgeoise, les résultats ont été pondérés et sont ainsi supposés s'appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l'étude.

Les résultats de l'enquête 2016 peuvent être consultés sur le site d'Eurochambres ([www.eurochambres.eu](http://www.eurochambres.eu)) et sur le site Internet de la Chambre de Commerce ([www.cc.lu](http://www.cc.lu)).

<sup>9</sup> Eurochambres regroupe 45 Chambres de Commerce et d'Industrie nationales et 2.000 régionales et locales. Elle représente quelque 20 millions d'entreprises en Europe. La mission de l'association, qui a son siège à Bruxelles, est de défendre les intérêts des milieux d'affaires européens et de promouvoir et de renforcer les relations et la collaboration entre les Chambres de Commerce européennes ([www.eurochambres.eu](http://www.eurochambres.eu)).

<sup>10</sup> Ainsi, l'étude exclut les micro-entreprises de moins de 10 salariés.